

**40^{ème} RAPPORT SUR L'APPLICATION DU
CODE ET DE SON PROTOCOLE PAR LE PORTUGAL
PERIODE DU 1^{er} JUILLET 2024 AU 30 JUIN 2025**

I. ASPECTS GENERAUX

A. Administration/organisation

a) Modifications intervenues durant la période de référence

La Sécurité sociale poursuit la modernisation de ses services et met en œuvre la stratégie « Pessoas Primeiro », un programme centré sur les citoyens visant à accélérer la transformation digitale, rendant les processus plus accessibles et efficaces pour les citoyens à toutes les étapes de leur vie.

Cette initiative cherche à réduire les services en présentiel, à promouvoir une expérience digitale améliorée et des solutions adaptées aux besoins des utilisateurs, tout en établissant une communication plus claire et uniforme. Un nouveau portail unifié a été lancé au mois de juillet pour faciliter les interactions entre les citoyens, les entreprises et la Sécurité sociale, avec une approche interactive et simplifiée.

Décret-loi n° 71/2025 du 6 mai 2025 - Modifie le décret-loi n° 176/2003 du 2 août, dans sa rédaction actuelle (qui a créé l'allocation familiale pour enfants et jeunes et définit la protection en cas de charges familiales dans le cadre du sous-système de protection familiale), créant la déclaration électronique de grossesse pour demander l'allocation familiale prénatale, ce qui rend le processus plus rapide et facile.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/decreto-lei/71-2025-916914751>

Arrêté n° 171/2025/1 du 10 avril 2025 - Détermine la dématérialisation des procédures de constatation de l'incapacité par les commissions médicales d'évaluation, approuve la liste des pathologies pouvant donner lieu à la délivrance d'un certificat médical d'incapacité polyvalente, sans nécessité de commission médicale, et émet de nouvelles dispositions relatives aux commissions médicales d'évaluation de l'incapacité.

<https://diariodarepublica.pt/dr/legislacao-consolidada/portaria/2025-914632153>

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

B. Prestations

a) Modifications intervenues durant la période de référence

Loi n° 40/2025 du 1 avril 2025 – Détermine l'égalisation des valeurs de référence du complément de la prestation sociale d'insertion (PSI) et du Supplément solidaire pour personnes âgées (CSI), à partir du 1er janvier 2026, ce qui signifie que toute mise à jour de la valeur de l'un d'entre eux aura un impact immédiat sur la valeur de l'autre, qu'il s'agisse d'une mise à jour ordinaire ou extraordinaire.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/lei/40-2025-913223400>

Arrêté n° 113/2025/1 du 14 mars 2025 - Actualise les valeurs de référence de la composante de base et du complément de la prestation sociale pour l'inclusion (PSI), ainsi que la limite annuelle maximale de cumul de la composante de base avec les revenus de travail pour l'année 2025.

Ainsi, la valeur annuelle de référence de la composante de base de la PSI est fixée à 3 894,63€ et la valeur annuelle de référence du complément à 6 779,81€.

Quant au plafond annuel pour l'accumulation de la composante de base de la PSI avec les revenus de travail, est fixé à 12 180€.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/113-2025-910888301>

Arrêté n° 39/2025/1 du 14 février 2025 – Met à jour la valeur de référence du revenu social d'insertion (RSI) pour 2025, en le fixant à 242,23 euros (46,36% de l'IAS).

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/39-2025-907471182>

Arrêté n° 6-B/2025/1 du 6 janvier 2025 – Met à jour la valeur de l'IAS (référentiel d'Indexation des Appuis Sociaux), à 522,50 euros pour l'année 2025.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/6-b-2025-902111932>

Arrêté n° 311/2024/1 du 3 décembre 2024 – Le montant de référence du Supplément solidaire pour personnes âgées est fixée (CSI), à partir du 1^{er} janvier 2025, en 7 568€ (actualisation de 4,99%).

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/311-2024-898705898>

Arrêté n° 291/2024/1 du 12 novembre 2024 – Détermine que le montant de référence de l'allocation à octroyer à l'aidant informel principal s'élève à 1,1 fois la valeur de l'IAS (et modifie l'Arrêté n° 100/2022 du 22 février, qui fixait le montant de l'allocation à attribuer à l'aidant informel principal ainsi que le revenu de référence de son ménage).

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/291-2024-896271473>

Décret-loi n. ° 86/2024 du 6 novembre 2024 - Procède à la modification du Statut de l'aidant informel (approuvé par la Loi n° 100/2019 du 6 septembre), mettant en œuvre des mesures qui élargissent et encouragent l'accès à ce statut, simplifient le processus de reconnaissance et renforcent les conditions de soutien, de repos et d'accompagnement pour les aidants.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/decreto-lei/86-2024-895646291>

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

II. SOINS MEDICAUX

a) Modifications intervenues durant la période de référence

Arrêté n° 229/2025/1 du 22 mai 2025 - Procède à une mise à jour extraordinaire des montants par bénéficiaire/jour attribués à la typologie unité de longue durée et maintenance, figurant à l'annexe I de l'Arrêté n° 45/2021, du 24 février, dans sa version actuelle.

[Portaria n.º 229/2025/1 - Diário da República n.º 98/2025, Série I de 2025-05-22](#)

Arrêté n° 162/2025/1 du 09 avril 2025 - Procède à la sixième modification de l'Arrêté n° 45/2021, du 24 février, réglementant les conditions de paiement aux Unités de Jour et de Promotion de l'Autonomie et mettant à jour le montant journalier par bénéficiaire ainsi que les dispositions relatives au Réseau National de Soins Continus et au Réseau National de Soins Palliatifs.

[Portaria n.º 162/2025/1 - Diário da República n.º 70/2025, Série I de 2025-04-09](#)

Loi n° 33/2025, du 31 mars 2025 – Vise à promouvoir les droits relatifs à la grossesse et à l'accouchement et modifie la Loi n° 15/2014, du 21 mars.

[Lei n.º 33/2025 - Diário da República n.º 63/2025, Série I de 2025-03-31](#)

Arrêté n. ° 24/2025/1 du 30 janvier 2025 - Fixe les tarifs des soins de santé fournis dans les unités d'hospitalisation de soins intégrés pédiatriques de niveau 1 (UCIP niveau 1) et en ambulatoire pédiatrique dans le cadre de l'expérience pilote à développer dans le contexte du Réseau National de Soins Continus Intégrés (RNCCI), dans ce domaine.

[Portaria n.º 24/2025/1 - Diário da República n.º 21/2025, Série I de 2025-01-30](#)

Arrêté n. ° 12/2025/1 du 15 janvier 2025 - modifie l'Arrêté n. ° 305/2024/1 du 27 novembre, qui approuve un plan stratégique pour améliorer l'accès à court terme des listes d'attente chirurgicales hors des délais maximums de réponse garantis (TMRG). Ce règlement prévoit un régime exceptionnel, en particulier pour la reprise des activités chirurgicales assistées, en recourant aux secteurs social et privé, lorsque la capacité de réponse des unités hospitalières publiques est épuisée.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/12-2025-903619168>

Arrêté n° 322-C/2024/1 du 10 décembre 2024 – Établit un régime de partenaire du SNS pour les unités d'hospitalisation du Réseau National de Soins Continus et des Unités de Soins Palliatifs, garantissant que les usagers de ces unités puissent accéder au même niveau de soins que les usagers du SNS sans avoir besoin de se déplacer vers les hôpitaux ou d'autres unités de santé. Il définit également les conditions pour la prescription de médicaments et de produits de soutien, ainsi que pour la demande de Moyens Complémentaires de Diagnostic et de Thérapeutique (MCDT), dans le cadre du Service National de Santé par ces unités.

<https://diariodarepublica.pt/dr/legislacao-consolidada/portaria/2024-899870704>

Arrêté n. ° 322-B/2024/1 du 10 décembre 2024 – Établit un régime de partenaire du SNS pour les Structures Résidentielles pour Personnes Âgées (ERPI) et les Foyers Résidentiels (LR), et définit les conditions pour la prescription de médicaments, de produits de soutien et pour la demande de Moyens Complémentaires de Diagnostic et de Thérapeutique (MCDT) dans le cadre du Service National de Santé par ces entités.

<https://diariodarepublica.pt/dr/legislacao-consolidada/portaria/2024-899757468>

Décret-loi n. ° 81/2024 du 31 octobre 2024 - Modifie le régime juridique des unités de santé familiale, mettant en œuvre un modèle complémentaire d'organisation des unités de prestation de soins primaires (USF modèle C), parallèlement au renforcement de la structure actuellement en vigueur. Les USF modèle C sont des unités qui s'inscrivent dans le système de soins de santé primaires au Portugal, offrant une structure plus autonome et flexible qui favorise l'amélioration de l'accès aux soins et l'efficacité de leur prestation. L'autonomie accordée à ces unités vise à stimuler une gestion plus efficace et une réponse plus rapide aux besoins des usagers.

[Decreto-Lei n.º 81/2024 - Diário da República n.º 212/2024, Série I de 2024-10-31](https://diariodarepublica.pt/dr/legislacao-consolidada/decreto-lei/2024-887092612)

Décret-loi n. ° 54/2024 du 6 septembre 2024 – Supprime les Administrations Régionales de Santé, ce qui combiné avec les autres changements structurels en cours, devrait aboutir à un modèle organisationnel renforcé et plus efficace, mieux adapté à la diversité territoriale et capable d'assurer une prestation de soins de santé adéquate aux citoyens. Parallèlement, cette restructuration est particulièrement importante pour respecter les droits et les attentes légitimes des travailleurs de ces organismes, garantissant la stabilité nécessaire de leur situation juridique et fonctionnelle tout en valorisant pleinement leur travail.

<https://diariodarepublica.pt/dr/legislacao-consolidada/decreto-lei/2024-887092612>

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

III. INDEMNITES DE MALADIE

a) Modifications intervenues durant la période de référence

Rien à signaler

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

IV. PRESTATIONS DE CHOMAGE

a) Modifications intervenues durant la période de référence

Rien à signaler

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

V. PRESTATIONS DE VIEILLESSE

a) Modifications intervenues durant la période de référence

Loi n° 40/2025 du 1 avril 2025 – voir B. Prestations

Décret-loi n° 40/2025 du 26 mars 2025 - Modifie le décret-loi n° 322/90 du 18 octobre, qui règlemente la protection en cas de décès des bénéficiaires du régime général de sécurité sociale, et le décret-loi n° 187/2007 du 10 mai, qui établit le régime juridique de la protection en cas d'invalidité et de vieillesse du même régime, instaurant l'obligation de transmettre un « certificat de vie » pour les titulaires de pensions du régime général de sécurité sociale.

Ainsi, les bénéficiaires de pensions de survie, d'invalidité et de vieillesse du régime général résidant à l'étranger doivent présenter un certificat de vie, entraînant en cas de non-présentation, la suspension du paiement de la pension jusqu'à ce que la situation soit régularisée.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/decreto-lei/40-2025-912444912>

Arrêté n° 83/2025/1 du 5 mars 2025 – Détermine les valeurs des coefficients à utiliser pour l'actualisation des rémunérations annuelles à prendre en compte pour la détermination de la rémunération de référence servant de base au calcul des pensions d'invalidité et de vieillesse des régimes de sécurité sociale et des pensions de retraite et d'invalidité du régime convergent de protection sociale.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/83-2025-909595553>

Loi n° 45-A/2024 du 31 décembre 2024 (Budget de l'État pour 2025), établit à l'**Article 62^e**, que le gouvernement procèdera à une **Actualisation extraordinaire des pensions**, à compter du 1^{er} janvier 2025.

Article 63^e détermine que en 2025, le Gouvernement versera un complément extraordinaire des pensions, en fonction de l'évolution de l'exécution budgétaire et des tendances respectives en termes de recettes et de dépenses.

<https://diariodarepublica.pt/dr/legislacao-consolidada/lei/2024-902119318>

Arrêté n° 358/2024/1 du 30 décembre 2024 – Fixe à 66 ans et 9 mois l'âge d'accès à la pension de vieillesse du régime général de la sécurité sociale pour l'année 2026.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/358-2024-901536090>

Décret-loi n° 115/2024, du 27 décembre 2024 – Établit que l'âge d'accès à la pension de vieillesse anticipée pour les contrôleurs du trafic aérien bénéficiaires de la sécurité sociale est fixé à 60 ans.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/decreto-lei/115-2024-901400366>

Décret-loi n° 74/2024 du 21 octobre 2024 - Modifie les règles d'actualisation des pensions octroyées par la sécurité sociale et la CGA (pensions des fonctionnaires), en établissant comme principe l'actualisation du montant de la pension à partir de l'année suivant le début de son versement.

Ainsi, le montant des pensions est actualisé annuellement, à compter de l'année suivant l'année au cours de laquelle elles ont été accordées, avec effet au 1^{er} janvier de chaque année.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/decreto-lei/74-2024-891867280>

Décret-loi n. ° 50-B/2024, du 23 août 2024 – Crée le complément de pension extraordinaire, une prestation à versement unique, destinée aux pensionnés d'invalidité, de vieillesse et de survivants du système de sécurité sociale, du régime de protection sociale convergente, ainsi qu'aux pensionnés du secteur bancaire, qui perçoivent des pensions dont le montant mensuel global, y compris les revalorisations extraordinaires, est inférieur ou égal à trois fois la valeur de l'IAS en vigueur.

Le montant du supplément est déterminé sur la base du montant mensuel total des pensions perçues par le pensionné, selon les modalités suivantes :

- a) 200 € pour les pensionnés dont les pensions sont inférieures ou égales à 509,26 € ;
- b) 150 € pour les pensionnés dont les pensions sont supérieures à 509,26 € et inférieures ou égales à 1018,52 € ;
- c) 100 € pour les pensionnés dont les pensions sont supérieures à 1018,52 € et inférieures ou égales à 1527,78 €.

Le complément est versé en même temps que les pensions du mois d'octobre 2024, sans qu'il soit nécessaire pour le bénéficiaire d'en faire la demande.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/decreto-lei/50-b-2024-885604592>

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

d) Taux de paiement

Arrêté n° 372-B/2024/1 du 31 décembre 2024 – Procède à l'actualisation annuelle des pensions et autres prestations sociales octroyées par la sécurité sociale, des pensions du régime de protection sociale attribuées par la CGA (fonctionnaires) et des pensions

d'incapacité permanente de travail et de décès résultant d'une maladie professionnelle, pour l'année 2025.

Les pensions d'invalidité et de vieillesse du régime général de la sécurité sociale et les pensions de retraite et d'invalidité du système convergent de protection sociale, octroyées avant le 1^{ère} janvier 2025, sont actualisées selon les pourcentages suivants :

- a) 3,85%, pour les pensions dont le montant est égal ou inférieur à 1045€ ;
- b) 3,35%, pour les pensions dont le montant est supérieur à 1045€ et égal ou inférieur à 1567,50€ ;
- c) 2,10% pour les pensions dont le montant est supérieur à 1567,50€ et égal ou inférieur à 3135€ ;
- d) 1,85% pour les pensions dont le montant est supérieur à 3135€.

Les pensions d'un montant supérieur à 6270,12€ ne sont pas mises à jour.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/372-b-2024-901661965>

	2025
Valeurs minimales des pensions d'invalidité et de vieillesse du régime général : ▪ Carrières contributives inférieures à 15 ans ▪ De 15 à 20 ans ▪ De 21 à 30 ans ▪ 31 ans et plus	291,48 € 305,77 € 337,41€ 421,75 €
Pensions d'invalidité et de vieillesse du régime spécial agricole	269,07 €
Pension de vieillesse du régime non-contributif Supplément extraordinaire de solidarité : ▪ moins de 70 ans ▪ 70 ans ou plus	245,79 € 21,39 € 42,78 €
Supplément de dépendance du régime général ▪ 1^{er} degré ▪ 2^{ème} degré	122,90 € 221,21€
Supplément de dépendance du régime spécial agricole, du régime non contributif et des régimes assimilés ▪ 1^{er} degré ▪ 2^{ème} degré	110,61 € 208,92 €

VI. PRESTATIONS EN CAS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Partie non acceptée

VII. PRESTATIONS AUX FAMILLES

a) Modifications intervenues durant la période de référence

Rien à signaler

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

d) Taux de paiement

Arrêté n° 112/2025/1 du 14 mars 2025 – Mise à jour des montants mensuels des allocations pour enfants et jeunes.

Allocation familiale pour les enfants (montant mensuel)			
Revenu de la famille	Jusqu'à 36 mois	Plus de 36 et moins de 72 mois	Plus de 72 mois
1 ^{er} échelon + Garantie pour l'enfance	-	124,60 € (73,51 + 51,09 €)	
1 ^{er} échelon	186,87 €	73,51€	
2 ^{ème} échelon	158,17 €	73,51 €	
3 ^{ème} échelon	129,23 €	58,05€	53,18 €
4 ^{ème} échelon	86,53 €	43,81€	0 €

Revenu de la famille	Ménage avec 2 enfants dont l'âge est = ou < à 36 mois	Ménage avec plus de 2 enfants dont l'âge est = ou < à 36 mois
1 ^{er} échelon	63,56 €	104,66 €
2 ^{ème} échelon	56,40 €	90,33 €
3 ^{ème} échelon	53,18 €	83,91 €
4 ^{ème} échelon	38,43 €	54,50 €

En cas de famille monoparentale - les montants mensuels des allocations familiales pour enfants et jeunes, des majorations et du supplément pour enfant handicapé sont augmentés de 50%.

Les montants mensuels de l'allocation familiale prénatale sont actualisés de la façon suivante :

- a) 186,87 €, le 1^{er} échelon de revenus ;
- b) 158,17 €, le 2^e échelon de revenus ;
- c) 129,23 €, le 3^e échelon de revenus ;
- d) 86,53 €, le 4^e échelon de revenus.

Le montant mensuel de la majoration de l'allocation familiale prénatale pour les familles monoparentales correspond à l'application de 35% sur les montants mensuels de l'allocation familiale prénatale.

Supplément à l'allocation familiale aux enfants et jeunes handicapés (plus majoration de 50% en cas de familles monoparentales)

Age	Montants	
	Supplément aux personnes handicapées	Supplément aux personnes handicapées en cas de familles monoparentales
		Du 1 ^{er} échelon au 5 ^e échelon
Jusqu'à l'âge de 14 ans	72,59 €	108,89 €
De 14 à 18 ans	105,73 €	158,60 €
De 18 à 24 ans	141,52 €	212,28 €

Allocation d'assistance à une tierce personne - 125,48 €.

Allocation funéraire - 261,25 € correspondant à 50% de l'IAS (référentiel d'Indexation des Appuis Sociaux).

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/112-2025-910888300>

VIII. PRESTATIONS DE MATERNITE

a) Modifications intervenues durant la période de référence

Rien à signaler

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

IX. PRESTATIONS D'INVALIDITE

a) Modifications intervenues durant la période de référence

Décret-loi n° 40/2025 du 26 mars 2025 – Voire Partie V – Vieillesse

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/decreto-lei/40-2025-912444912>

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

d) Taux de paiement

La revalorisation des pensions d'invalidité a été mise en œuvre de la même façon et en même temps que celle des prestations de vieillesse.

X. PRESTATIONS DE SURVIVANTS

a) Modifications intervenues durant la période de référence

Décret-loi n° 40/2025 du 26 mars 2025 – Voire Partie V - Vieillesse

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/decreto-lei/40-2025-912444912>

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

d) Taux de paiement

La revalorisation des pensions de survivants a été mise en œuvre de la même façon et en même temps que celle des prestations de vieillesse.

XI. FINANCEMENT

b) Modifications décidées, prévues ou proposées

Rien à signaler

c) Recherche complétée ou en cours

Rien à signaler

Annexe

**STATISTICAL DATA IN RESPONSE TO THE QUESTIONS RAISED IN THE RESOLUTION OF THE COMMITTEE OF
MINISTERS ON THE APPLICATION OF THE EUROPEAN CODE OF SOCIAL SECURITY AND ITS PROTOCOL BY
PORTUGAL
(PERIOD FROM 1 JULY 2023 TO 30 JUNE 2024)**

Concerning Part IX (Invalidity benefit), Articles 56 and 57(1)(a), and Part X (Survivors' benefit), Articles 62 and 63(1)(a), in conjunction with Article 67 and the Schedule to Part XI of the Code, as amended by the Protocol, Replacement rate of benefits, to provide calculations of the replacement rates of invalidity and survivors' benefits in accordance with the report form for Article 67 of the Code, which applies to means-tested benefits.

Article 67

Title I.

Ordinance updating pensions and other supplements for 2023:

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/172-2023-214724642>

Ordinance updating the value of the Solidarity Supplement for the Elderly (CSI) for 2023:

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/31-a-2023-206347148>

Ordinance updating the value of Social Integration Income (RSI) for 2023

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/32-2023-206350930>

Ordinance updating the value of the Social Support Index (IAS) for 2023

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/298-2022-204841038>

Ordinance updating the amounts for family allowance for children and young people, and other benefits and increases for 2023.

<https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/34-2023-206478424>

Invalidity (old-age) and survivor's pensions under the contributory system – general social security scheme - are granted based on the contributory career and the registered earnings in the beneficiary's name, subject to fulfilling a qualifying period:

- 5 years for the relative disability pension (or 3 years for the absolute disability pension)
- 36 months for the survivor's pension

Minimum amounts are also set according to four brackets of contributory career. In cases where the statutory pension does not reach the minimum amount indicated, a social supplement is added to bring the benefit up to that level.

For survivor's pensions under the general scheme, the amount corresponds to 60% of the pension that the deceased beneficiary was receiving or would have been entitled to at the time of death; or 20%, for one child; • 30%, two children; • 40%, for 3 or more children.

SOLIDARITY SUPPLEMENT FOR THE ELDERLY (CSI)

The Solidarity Supplement for the Elderly (CSI) is a differential benefit granted to older persons with low income, aged 66 years, and 4 months or older (for 2023), and to disability pensioners who do not receive the Social Inclusion Benefit (PSI).

Disability pensioners may apply for the CSI at any age, if they do not receive the PSI, but people over 66 years and 4 months old can only access the CSI if they are not entitled to the Social Old-Age Pension for not meeting the necessary requirements.

Cumulative conditions for accessing the CSI:

- to have gross income (before deductions) not exceeding 5,858.63€ per year (2023), if an individual (single holder).
- to have gross income (before deductions) not exceeding 10,252.60€ per year as a couple, if married or in a common-law partnership for more than 2 years.
- to live in Portugal or be treated as a resident, for at least 6 consecutive years.
- to receive an Old-Age or Survivor's Pension and be at least 66 years old and 4 months.
- not to have access to the Social Pension, which in 2023 is €224.24, due to having income above 40% of the Social Support Index (IAS), which in 2023 is €480.43, if an individual (single holder), or 60% of the IAS if a couple.
- to authorize Social Security to access respective tax and banking information.
- to be available to apply for other Social Security benefits to which they may be entitled.

Note: The condition of being a pensioner does not apply if the person is an elderly individual with low income, over 66 years and 4 months, who has applied for the Social Old-Age Pension and this was denied due to exceeding the income limit.

Which income types count for eligibility?

- The claimant's income.
- The income of the person to whom they are married or with whom they have been living in a common-law partnership for more than 2 years.

The categories considered are:

- annual gross employment income (before deductions), including holiday and Christmas bonuses.
- self-employment income (from own-account work, business, or professional activities).
- capital income (interest from bank deposits, dividends from shares, or income from other financial assets).
- rental income.
- increases in assets (e.g., inheritances).
- proceeds from the sale of movable and immovable property (e.g., money obtained from selling a house).
- pensions and supplements; if receiving the second-degree Dependency Supplement, only the value of the first-degree Dependency Supplement will be considered.
- cash benefits (except for the Funeral Grant, Death Grant, and social assistance supports).
- amounts paid by Social Security to help with the cost of nursing homes, foster families, or other residential services.
- a percentage of the value of movable assets (bank deposits, shares, savings certificates, or other financial assets) and immovable assets (except for the home where the person lives).
- cash transfers made by individuals or legal entities, public or private.

Amount

The amount of the Solidarity Supplement for the Elderly corresponds to the difference between the claimant's total resources, as determined above, and the reference value of the supplement, with the supplement's reference value being the maximum limit.

Reference value of the supplement – is set and periodically updated by a joint order of the government members responsible for finance and for solidarity and social security (that also updates the amount of the CSI), considering the minimum monthly guaranteed wage, price evolution, economic growth, and wealth distribution.

Whenever the applicant's household is composed of two people, the reference value of the supplement may be determined by applying an equivalence scale to the value referred to above, in accordance with regulations.

The monthly amount to receive thus corresponds to 1/12 of the difference between €5,858.63 (the reference value for the Solidarity Supplement for the Elderly (CSI) in 2023 for an individual) or €10,252.60 (the reference value for the CSI for a couple) and the annual income.

If the applicant is an individual, he/she cannot receive, as a supplement, an amount greater than €488.21 per month ($€5,858.63 \times 1/12$).

SOCIAL INTEGRATION INCOME

Entitlement

- 1 – Individuals aged eighteen or older who meet the conditions established in the law.
- 2 – Individuals under 18 years of age who are economically autonomous (meaning they have income exceeding 70% of the value of RSI) and who meet the remaining requirements and conditions set forth in the law, may also be entitled to social integration income in the following situations:
 - Having minors or persons with disabilities in their care and entirely economically dependent on their household.
 - Pregnant women.
 - Those who are married or have been living in a de facto union for more than two years.

Eligibility Conditions

The recognition of the right to social integration income depends on the cumulative verification of the following conditions:

- Having legal residence in Portugal.
- Not receiving income or social benefits, either individually or as a household, more than those defined in the law.
- The value of the movable assets of the applicant and their household not exceeding 60 times the value of the Social Support Index (IAS – 480,43€ in 2023));
- Formally and expressly committing to sign and fulfil the legally required integration contract, namely through active availability for work, training, or other suitable forms of integration
- Being registered with an employment centre if unemployed and able to work.

- Providing all evidence requested within the process, particularly regarding the assessment of the applicant's and household's patrimonial, financial, and economic situation.
- Allowing the competent managing entity access to all relevant information to make the assessment referred to in the previous item.
- A period of one year must have elapsed after termination of employment contract without just cause by the applicant's initiative.
- Not being in pre-trial detention or serving a prison sentence in a penal establishment, except in the 45 days prior to the expected date of release.
- Not being institutionalized in facilities funded by the State, except when temporarily accommodated in social responses of a temporary nature with a defined personal integration plan, or in situations of internment in therapeutic communities or in units of the national network of integrated long-term care, during the last 45 days before discharge.
- Not receiving social support granted under asylum or refugee status,

Amount

The amount corresponds to the difference between the maximum amount that can be received from the Social Integration Income (RSI) and the household income.

The maximum amount from the RSI corresponds to the sum of the following values, for each member of the household:

Claimant – 100% RSI

Adult – 70% RSI

Minor – 50% RSI

For calculating household income, the following categories are considered:

- Gross annual income from dependent work (before deductions), including holiday and Christmas bonuses, except:
 - Income earned by young people working during school holidays.
 - Income from dependent work earned by young working students aged 27 or under, where the annual amount does not exceed 14 times the Guaranteed Monthly Minimum Wage (RMMG), i.e., no more than 14 times the national minimum wage.
- Income from self-employed work (business and professional activities);
- Capital income (interest from bank deposits, share dividends, or income from other financial assets), where if anyone in the household has financial assets (bank deposits, shares, savings certificates, or other financial assets), capital income corresponds to 1/12th of the greater of:
 - Interest from bank deposits, share dividends, and income from other financial assets.
 - 5% of the total value of financial assets, as of December 31 of the previous year (credit deposited in bank accounts, shares, savings certificates, or other financial assets).
- Property income, where if anyone in the household owns property, property income corresponds to 1/12th of the sum of the following values:
 - Permanent residence (if worth more than 450 times the Social Support Index (IAS), which in 2023 is €480.43):
 - ✓ 5% is counted from the amount exceeding that value (if the difference is positive).

- Other properties, excluding the main residence:
 - ✓ The greater value between rental income received and 5% of the total value of the properties is counted.
- Pensions (including alimony and benefits granted under the Child Maintenance Guarantee Fund).
- Social benefits (all except benefits for family charges, in case of disability, and dependency).
- Rent subsidies or other regular public housing support.
- Monthly allowance received for participating in community activities linked to employment programs.

Article 67

Part IX - Article 56 – Invalidity Pension						
2023						
Title II						
Article 66 – unskilled manual male employee in the manufacture of metal works (except machines and equipment) ¹						
C. Average monthly wage ^(a) - 2023				1.030,18€		
Title II	Beneficiary with a spouse and two children					
D. Monthly amount of the relative disability pension						
Contributory career (15 years)				305,77€		
Amount of the child benefit						
	First income level			50,00€	Per child	
	Second income level			50,00€	Per child	
E. Two children	100,00 €	(in employment)				
F. Two children	100,00 €	(pension recipient)				
G. Relative Invalidity Pension plus Child Benefit (D + F) in relation to the Monthly Salary plus Child Benefit (C + E)			D + F =	405,77€	35,90%	
			C + E	1.130,18€		
Invalidity Pension + Solidarity Supplement for the Elderly (CSI) ^(b)						
CSI		€182,45				
Relative disability pension		€305,77				
Child allowance		€100,00				

¹ The skilled manual male employee is defined in accordance with the provisions of article 65, § 6 and 7 i.e. the salary of the person employed in the major group of economic activities with the largest number of economically active male person protected is the male employee in the manufacture of fabricated metal products, except machinery and equipment (according to International standard industrial classification of all economic activities ISIC – revision 4 - Section C. Division 25 – Manufacture of fabricated metal products, except machinery and equipment)

Child guarantee ²		€100,00				
Income		€688,22				
			<u>CSI+F</u>	688,22€	60,9%	
			C+E	1.130,18€		
(a) Average monthly gain for 2023 - Ministério do Trabalho, Solidariedade e Segurança Social - Gabinete de Estratégia e Planeamento, quadros de pessoal (information provided in 23 January 2025)						
(b) - The amounts of CSI and family allowances refer to 2023						

Part X - Article 62 - <u>Survivor' Pension</u>					
2023					
Title III					
Article 66 – Unskilled manual male employee in the manufacture of metal works, except machines and equipment					
C. Monthly wage ^(a) - 2023			1.030,18€		
Title IV Surviving spouse with two children					
Monthly amount of the Survivors' Pension			305,77€		
Contributory career (15 years)					
Survivor's' Pension					
- Spouse (60% of the beneficiary's pension)				183,46€	
- Children (two) (30% of the beneficiary's pension)				91,73€	
Total pension				275,19€	
D. Monthly amount of the Survivors' Pension – General Scheme				275,19€	
Contributory career (15 years)					
Amount of the child benefit					
First income level	50,00€	Per child			
Second income level	50,00€	Per child			
E. Child benefit (2 children)		100,00€	(in employment)		

² The Child Guarantee is intended to complement the family allowance for children under 18 years old who are living in poverty. Eligibility conditions:

- Receive the Family Allowance for Children within the 1st income bracket.

- Belong to a household with an income below 0.35 x Social Support Index (IAS) x 14 (€2,354.11 in 2023).

It is paid automatically as long as the family allowance is being received, and the recipient falls within the 1st income bracket.

For the calculation of household income, the types of income considered are those referred to for the Social Insertion Income (RSI).

F. Child benefit (2 children)		100,00€	(receiving a pension)		
G. Survivors' Pension plus child benefit (D + F) in relation to the Monthly Salary plus child benefit (C + E)			D + F	375,19€	33,2%
			C + E	1.130,18€	
Pension + Solidarity Supplement for the Elderly (CSI) (surviving spouse aged 66 y and 4 m in 2023)					
CSI		213,03€			
Survivors' Pension		275,19€			
Child benefit		100,00€			
Child guarantee		100,00€			
Income		688,22€			
			CSI+F	688,22€	60,9%
			C+E	1.130,18€	
Pension + Social Integration Income (RSI)					
Survivor Pensions		275,19€			
RSI/Claimant	100%xRSI	71,52€			
Two minor children	50%xRSI per child	71,52€			
Child benefit		100,00€			
Child guarantee		100,00€			
Household income ³		660,73€			
			RSI+F	618,23 €	54,7%
			C+E	1.130,18 €	
(a) Average monthly gain for 2023 - Ministério do Trabalho, Solidariedade e Segurança Social - Gabinete de Estratégia e Planeamento, Quadros de pessoal (information provided in 23 January 2025)					
(b) The amounts of CSI and RSI and family allowances refer to 2023					

³ This household may also be entitled to additional supplements, such as the increased family allowance for single-parent families.